

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Université de Rouen : un rapport pointe une organisation du travail "pathogène" et "de la peur chez les étudiants"

Cyril Duchamp

7-9 minutes

Par [Cyril Duchamp](#)

Une organisation du travail "pathogène" avec de "nombreux burn-out et mal-être au travail", des "comportements inappropriés" d'enseignants "dans certains départements" avec des allégations de racisme et de sexisme... C'est le constat d'un rapport d'enquête de la F3SCT sur le campus Pasteur de l'université de Rouen mené en mars 2025 après la tentative de suicide d'un étudiant, et rendu public par les syndicats (1) fin mai 2026. Ceux-ci déplorent "un problème institutionnel majeur : des signalements minimisés ou laissés sans suite". Sollicitée par AEF info, la présidence n'a pas donné suite.



Université de Rouen, UFR droit, sciences économique et gestion *Crédit image* : Université de Rouen

"Des faits d'une extrême gravité sur l'ensemble du campus Pasteur (2) : propos racistes et discriminatoires, humiliations répétées, climat de peur et de silence", et plus généralement de "profondes défaillances dans le traitement des alertes, dans la prévention des RPS et dans la protection des étudiants comme des personnels". C'est ce que pointent les organisations syndicales représentatives de l'université de Rouen suite à un rapport d'enquête de la F3SCT rendu public fin mai 2026 et qui doit faire l'objet le 1er juillet d'une réunion de restitution des conclusions aux personnels. Interrogés par AEF info le 16 juin 2026, Ludovic Mignot et Déborah Cohen, membres de la F3SCT pour la CGT qui ont activement pris part à ce rapport, soulignent que sont révélés des "problèmes de structuration de l'évaluation des risques" qui s'inscrivent "sur une assez longue

durée, pouvant remonter à 5 ou 10 ans, voire plus loin, et qui s'accroissent". Les dysfonctionnements identifiés dans les procédures de signalement des situations mettant en jeu des RPS, pour les personnels comme pour les étudiants de l'université de Rouen, "apparaissent dans d'autres universités", notent-ils.

Fonctionnement "pathogène" en sous-effectif

L'enquête de la F3SCT sur la situation du campus Pasteur s'est déroulée de mai à juillet 2025, après une tentative de suicide d'un étudiant en mars de la même année. Le rapport a été voté par les organisations syndicales en avril 2026, qui se sont prononcées à l'unanimité sur les préconisations qu'il contient. La présidence de l'université, qui n'a pas souhaité répondre aux questions d'AEF info, doit soumettre prochainement aux organisations syndicales de la F3SCT un "plan d'action". Le président Franck Le Derf n'occupait pas cette fonction lors des faits rapportés par l'enquête, il était vice-président du conseil d'administration "ressources, patrimoine immobilier, stratégie des systèmes d'information" sous la mandature de Laurent Yon. "Il ressort globalement de l'enquête que l'organisation du travail telle qu'elle fonctionne actuellement est pathogène pour les agents, enseignants-chercheurs et étudiants", déplorent les syndicats. L'enquête rapporte en effet que "beaucoup de personnels rencontrés disent ressentir des formes d'épuisement au travail, de perte de sens... et de manque de moyens pour les mener à bien". La charge de travail résulte d'un fonctionnement en "sous-effectif", mais aussi, par exemple, d'une "gestion des évaluations devenue problématique" avec la fin des semaines dédiées.

Des problématiques pas seulement rouennaises

Des pratiques non-spécifiques à l'université de Rouen sont dénoncées pour leurs "effets délétères", comme "la mise en concurrence des collègues, par toute une série de mécanismes (Ripec , repyramidage, hors-classe, classe exceptionnelle...)". Les procédures Ripec et de repyramidage "sont jugées opaques et soumises à des pressions et copinages", des décisions de promotion sont perçues comme manquant de "transparence". En résultent de "nombreux burn-out et mal-être au travail pouvant aboutir à des arrêts de travail", mais aussi à des "tensions entre collègues" et des réunions de département et de section marquées par une "violence, qui conduit certains à des crises d'angoisse et des pleurs". Selon le rapport de la F3SCT, cela conduit des personnels à démissionner ou à demander une mutation, et "les secrétariats pédagogiques notamment connaissent un important turn-over". De même, "les conditions de travail notoirement connues comme dégradées" dans l'université compliquent l'embauche de chargés de TD au point que certains "reconnaissent parfois devoir recruter des personnes considérées comme incompetentes en raison de l'absence d'alternatives".

Un précédent suicide d'étudiant en 2024

Le "climat délétère" constaté par la F3SCT sur le campus Pasteur se traduit pour les étudiants par "une pédagogie affectée", mais aussi, "dans certains départements", par un environnement de "peur" du fait d'enseignants qui "peuvent se sentir autorisés à tenir des propos blessants, voire humiliants". Des témoignages font état de "propos et comportements inappropriés", en particulier "sexistes, racistes et rabaisants". L'enquête signale que des plaintes pour ces motifs ont été adressées "au moins en 2021". Est aussi rapporté le cas d'un suicide d'étudiant à l'IAE en avril 2024, "la présidence de l'université ayant demandé de manière explicite ne pas communiquer sur le sujet et n'ayant pas diligencé d'enquête". Ainsi, considère la F3SCT, "à l'IAE les problèmes sont tus depuis plus d'une décennie" et dans d'autres composantes "ces problèmes de harcèlements existent également".

Défaut de communication, et de réaction

"Le rapport révèle un problème institutionnel majeur : des signalements minimisés ou laissés sans suite", soulignent les syndicats. Le rapport constate que "les instances susceptibles de régler les conflits au sein des départements ou des composantes ne sont pas réunies ou sont perçues comme inefficaces". À cela s'ajoutent un "manque de communication de la Présidence" et "une absence de réaction de l'université à hauteur des enjeux". L'enquête indique ainsi que "l'ancienne direction de l'université a refusé à plusieurs reprises d'intervenir, arguant du besoin de témoignages écrits, ce qui traduit une volonté de se protéger de potentielles actions en justice, le statut d'enseignant-chercheur étant très protecteur". Du fait de "cette forme d'immobilisme de l'institution, certains individus tendent à adopter des comportements de plus en plus extrêmes".

La prévention des RPS, parent pauvre des universités ?

Pour Déborah Cohen et Ludovic Mignot, un problème central est "la chaîne de prévention, avec parfois des mécanismes qui ne permettent pas de bonnes remontées d'information : il faut des moyens, de la formation et des pouvoirs de sanction". Sur le terrain, certains "ne connaissent pas précisément leurs responsabilités", d'autres "ne savent pas comment lancer une alerte, à qui s'adresser", ou même "quoi faire des signalements". D'une manière générale, les universités françaises connaissent des problèmes dans la prévention et le traitement des RPS, poursuivent les représentants CGT à la F3SCT. "Il y a des circulaires qui rappellent les obligations concernant les documents réglementaires comme le document unique, mais pas suffisamment de moyens pour former à la prévention, et les conditions de travail et d'études se dégradent", analysent-ils. Par ailleurs, "certaines universités, comme à Rouen, externalisent le traitement des signaux d'alerte avec un suivi par des coachs, des psychologues, etc., mais on perd l'aspect socio-organisationnel du traitement des problèmes et les représentants des personnels ne reçoivent pas les alertes qu'ils doivent traiter dans le périmètre de leur mission".

Diffusé par les fils d'info

Rubriques associées